



MOBILISONS NOUS CONTRE LA CASSE DE L'ÉDUCATION!

Pendant que les patrons du CAC40 s'augmentent de 40% leurs revenus et que le gouvernement construit des prisons pour mineurs, 11000 postes d'enseignants vont être supprimés pour 2008 alors que le nombre d'élèves augmente.

Sous couvert d'un manque d'argent le gouvernement veut abaisser les heures données aux lycées et aux collèges. En clair : moins de profs, moins de choix de filières, moins d'options, augmentation du nombre d'élèves par classe,...

C'est un vrai choix politique que le gouvernement fait là. L'argent est bien présent, jamais la France n'a produit autant de richesses et jamais elles n'ont été aussi mal redistribuées.

Quand l'argent pourrait être utilisé pour améliorer notre éducation, notre système de santé, ou encore construire des logements sociaux. Le gouvernement l'utilise pour faire la chasse aux sans papiers, enrichir les riches ou encore envoyer 1000 soldats supplémentaires en Afghanistan.

Nous demandons que l'État prennent vraiment ses responsabilités, qu'il donne plus de moyens pour les lycées, pour les collèges et pour les écoles primaires car c'est de là que viennent les premières difficultés pour les élèves.

Il est temps de réaffirmer qu'on ne naît pas cancre ou bon élève, et que les inégalités sociales sont déterminantes dans les différences de réussite scolaire. A long terme c'est une réforme complète de l'Éducation Nationale qu'il faut construire, avec les profs, les syndicats, les chercheurs, les lycéens,... Pour construire une école de la réussite pour tous, qui puisse enfin assurer son rôle émancipateur.



Dès la rentrée 2008 :

- Augmentation du nombre d'élèves par classe
- Suppression de matières facultatives et des options.
- Baisse du choix de filières.
- Suppression des heures de soutien
- 11200 postes d'enseignants supprimés en France pour 2008
- 80000 postes supprimé en tout pour 2012

NOUS VOULONS LA RÉUSSITE DE TOUS





REFUSONS D'ÊTRE SACRIFIÉS

ENGAGE-TOI !

Il s'agit aujourd'hui de résister au gouvernement de Sarkozy mais aussi de construire concrètement, ensemble, les réponses à la crise actuelle.

La politique ne doit pas être un débat d'expert. Nous avons toutes et tous notre mot à dire !

Si nous ne nous engageons pas, de quelque manière que se soit, si en tant que citoyen nous ne nous battons pas pour notre droit à nous exprimer et à participer aux décisions qui engagent notre avenir, nos conditions d'études et de vies se dégraderont.

Le Mouvement des Jeunes Communistes c'est la possibilité d'être en contact dans ton lycée, ta fac, ton entreprise et nationalement avec d'autres jeunes pour participer avec le plus grand nombre à la construction d'une société de partage des pouvoirs, des savoirs et des richesses.

C'est ce que nous appelons le Communisme.

www.jeunes-communistes.org-mjcf78.free.fr

Après les universités le rapport pochard prône l'autonomie des lycées. Sous prétexte de plus de « liberté » et d' « autonomie » dans la rédaction du projet éducatif, le gouvernement tente de nous imposer une école au rabais.

Une seule obligation pour chaque lycée, l'enseignement du « socle commun de connaissance » mis en place par la loi Fillon en 2005. « Lire compter écrire cliquer » voila les grands mots d'ordre que nous propose la droite pour construire notre avenir ! **Un peu juste non ???**

Soumis à la concurrence et à une obligation de résultats, les établissements auront des offres de formations étroitement liées aux marges qu'ils pourront dégager. Ce qui donne : soutien pour les établissements les plus en difficultés, et options d'art, de langue, de culture, ... toutes les matières émancipatrices pour les établissements les plus favorisés. Ceci est d'autant plus vrai avec la suppression de la carte scolaire et la remise en cause implicite des zones d'éducatons prioritaires.

La suppression de la carte scolaire met fin à la mixité scolaire, en permettant aux élèves les plus en réussite de pouvoir partir des établissements « les plus fuis », créant ainsi des ghettos de l'échec et des ghettos de réussites.

La remise en cause des zones d'éducation prioritaire est le simple fait de l'autonomie. En effet, les problèmes rencontrés par ces établissements devront trouver leurs solutions dans leur organisation internes. L'intervention des inspections académiques, des ministères et donc de l'Etat étant réduite pour laisser les chefs d'établissements seuls face à la crise.

MANIFESTATION JEUDI A 14H PARIS - STATION LUXEMBOURG